



L'alphabétisation, préoccupation mondiale

Cahiers > C'est en alpha que tout commence...

Le 6 octobre 2017 | Mise en ligne : **Lydia Magnoni**

Auteur : **Lydia Magnoni**

Chaque année, partout dans le monde, on célèbre, le 8 septembre, la journée de lutte contre l'analphabétisme. En Belgique francophone, c'est une occasion, pour des organismes de formation comme Lire et Ecrire et la FUNOC, de rappeler leur action et l'importance de celle-ci.

Selon la moyenne des estimations, il y a environ 800 millions d'adultes de plus de 15 ans dans le monde ne savent ni lire ni écrire. Ils ne sont pas capables de lire ni d'écrire en comprenant un texte simple en rapport avec leur vie quotidienne. Ces adultes analphabètes sont 20% de la population adulte mondiale. Soit un adulte sur 5.

Les plus mal lotis sont les femmes et les habitants du Tiers-monde. 2/3 des analphabètes sont des femmes. Et 2/3 des adultes analphabètes vivent aujourd'hui en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie du Sud et de l'Ouest.

Mais l'illettrisme dépasse de loin ces régions. En Belgique 10% des adultes ne savent ni lire ni écrire. Soit un adulte sur 10 !

Une prise de conscience politique

L'analphabétisme, dans des pays riches comme la Belgique a quelque chose d'incompréhensible. En effet, on a du mal à comprendre comment, dans des pays riches, où la scolarité est obligatoire, il peut encore exister des adultes analphabètes. Le problème a donc été longtemps mal connu, ignoré ou minimisé. Mais depuis les années 1980, les choses ont changé et des politiques d'alphabétisation se sont développées dans les pays industrialisés .

Des initiatives encore insuffisantes. Car, encore aujourd'hui, en Belgique, les listes d'attente pour s'inscrire à un cours d'alpha sont longues...

Ce qui est grave, c'est que les personnes analphabètes sont de fait, privées du droit élémentaire à une éducation de base. Ce droit a pourtant été reconnu, dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Lutter pour le droit à l'alphabétisation, c'est se battre pour le droit de tous à participer à la vie sociale, économique, culturelle et politique.